



# la lettre rouge

N° 17

OCTOBRE 1987

lettre du secteur PTT de la LCR

PRIX DE VENTE AU  
NUMERO : 2 FRANCS

## EDITORIAL

La fédération CGT des PTT vient d'annoncer qu'elle appelait à la grève le 15 octobre.

Après avoir opposé "sa" journée d'action du 1er octobre à "celle" des autres fédérations, lesquelles ignoraient superbement les initiatives précédentes de la CGT, les dirigeants de la CGT cherchent à apparaître ainsi comme les plus unitaires. Il est vrai que de nombreux militants CGT avaient du mal à avaler le fait que leur fédération reste absente d'une grève concernant l'ensemble de la Fonction Publique, d'autant plus que le 1er octobre fut peu suivi dans les PTT avec des pourcentages inférieurs à ceux du 15 septembre.

La grève du 15 octobre, parce qu'elle est appelée par toutes les organisations syndicales, sans exception, sera certainement bien suivie

Mais comment faire pour que cette journée ne soit pas une journée d'action "de plus" sans perspective ?



Manif d'octobre 86, pour le pouvoir d'achat.

C'est l'occasion d'intervenir dans les A.G. pour imposer des assemblées unitaires car nous savons bien que les fédérations syndicales continueront à défendre leurs intérêts d'appareils au détriment de ceux des travailleurs.

C'est le moment aussi de poser le problème de la grève reconductible dans les PTT car une journée d'action, même si elle est unitaire et bien suivie, ne sera pas suffisante pour imposer le retrait total du projet Longuet ni pour satisfaire nos revendications en matière de salaires, d'effectifs, de déblocage des mutations.

Le 15 octobre sera également l'occasion d'exiger une seule manifestation, commune, de tous les fonctionnaires afin que ne se reproduise pas le scandaleux spectacle du 21 octobre 1986 où la division a donné lieu à quatre manifestations séparées en différents endroits de Paris.

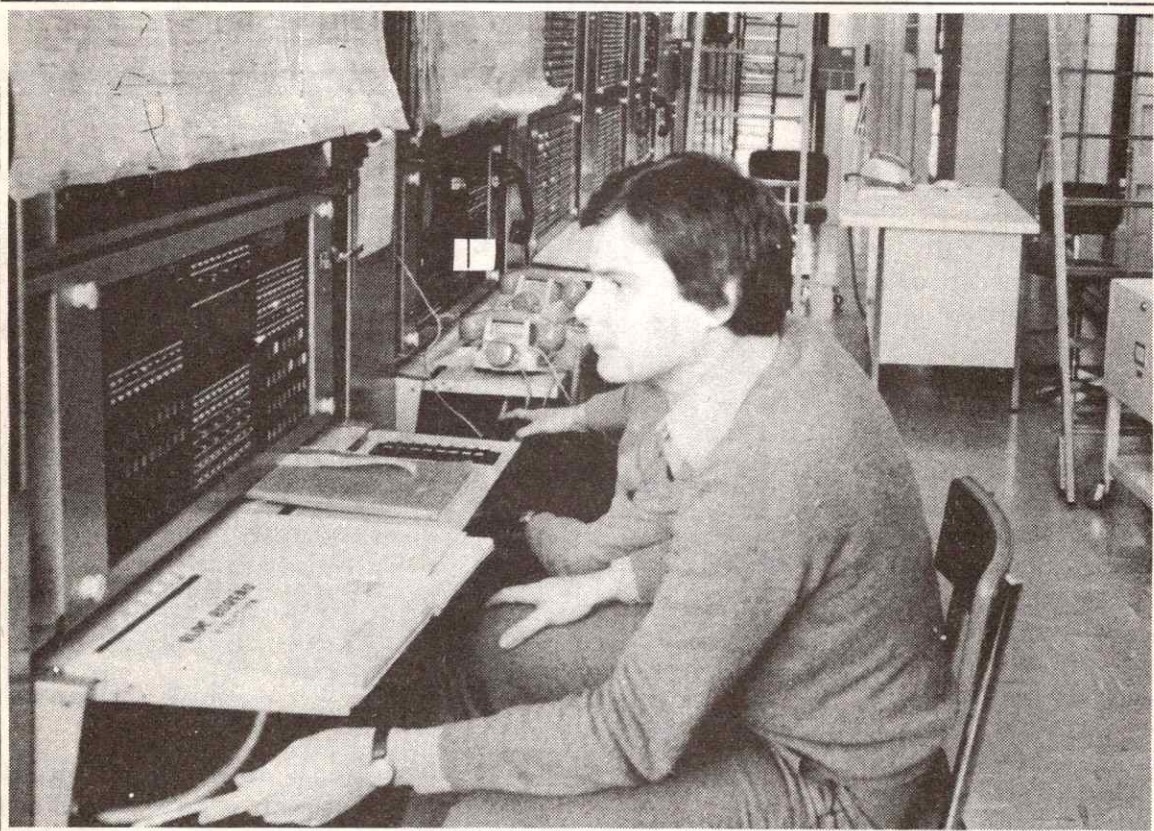
Réussir la journée d'action du 15 octobre, réaliser notre unité et nous organiser pour cela afin de préparer la grève générale de tous les travailleurs des PTT, tels doivent être nos objectifs.



Dans les centres Télécoms, à Paris, la température a commencé à monter dès l'annonce du projet de loi Longuet, fin août. Des A.G. se sont tenues dans la plupart des centres, et la grève du 15 septembre (à l'appel, sur Paris Télécoms, de la CGT et de la CFDT)

essayer d'avancer vers la grève reconductible, dans d'autres (Masséna), ce sont les AG qui se prononceront pour la grève reconductible et la création d'une coordination des centres sur Paris. A Masséna se constitua également un comité de grève regroupant plusieurs dizaines de travailleurs.

le vendredi était un mauvais jour pour lancer la grève. Rendez-vous fut donc pris pour le lundi, une manifestation étant prévue le mardi pour centraliser le mouvement et permettre aux centres de la Poste ou des Télécoms en banlieue de se raccrocher au mouvement à partir d'une initiative centrale.



a été un réel succès : près de 40 % de grévistes, à mettre en rapport avec les 18 % aux Télécoms sur le plan national.

Mais dès les AG de préparation de la grève du 15, de vifs débats avaient lieu sur la tactique des luttes : le problème partout posé était de savoir comment dépasser les journées de 24 heures, jugées, de manière générale, pas assez efficaces au vu de l'enjeu.

Dans une série de centres (Navarrin, Poncelet, Diderot) des collectifs de non syndiqués se créaient pour

Ce sont ces collectifs et ces délégations d'A.G. qui se réunirent pour discuter des possibilités de lancer la grève reconductible à partir des centres télécoms sur Paris.

La grève démarra le mercredi 23 septembre le matin à Masséna CPE et à Navarrin, l'après-midi à Poncelet et au CRT Auteuil.

Le lendemain, onze centres étaient en grève et 150 personnes assistaient à la réunion de la coordination. Il était clair que

Le lundi, seuls neuf centres étaient en grève et la coordination de l'après-midi, qui réunit à nouveau une centaine de personnes, décida de suspendre le mouvement de grève, l'extension n'étant pas suffisante.

Dans les A.G., en effet, la reconduction de la grève était décidée en fonction de l'élargissement du mouvement. Si celui-ci s'élargissait, la grève était reconduite, sinon, les A.G. étaient pour arrêter là, le pire étant de s'épuiser dans



une grève longue et minoritaire...

Reste maintenant à analyser ce mouvement et à comprendre pourquoi il ne put s'étendre plus.

1) La première leçon est la peur qui s'est emparée du ministère devant un possible mouvement dur aux PTT.

- dès le début de la grève le ministre fit tout pour tenter d'empêcher l'information de circuler. Tâche difficile car, dans un centre téléphonique on trouve des téléphones, des télécopieurs, des telex, et on peut s'imaginer quelle fut la première préoccupation des grévistes... Ordre fut cependant donné à l'encadrement de couper les lignes téléphoniques qui étaient communiquées comme étant celles de la coordination, et d'empêcher les grévistes de rentrer

dans les centres pour animer des Assemblées Générales. On pu ainsi voir des chefs d'établissements passer leurs matinées dans les loges des concierges à la recherche d'éventuels grévistes...

- mais surtout le ministère fit tout son possible pour désamorcer le mouvement. En ne l'affrontant pas directement d'abord. Mais aussi en publiant le lundi 28 septembre un telex annonçant qu'aucun processus législatif n'était envisagé... Si on connaît la valeur de telles déclarations (déjà faites, sous d'autres formes, aux syndicats), ce telex est significatif de ce qui aurait été possible avec un mouvement d'une autre ampleur.. C'est l'enterrement définitif du projet qui aurait été à l'ordre du jour !

2) Deuxième leçon, la profondeur du mouvement. Il n'était pas évident que des centres se lancent dans l'action alors que le projet de loi n'était que discuté, et pas soumis au vote du parlement (contrairement, par exemple, au projet Devaquet). Ce sont pourtant des grèves majoritaires qui démarrèrent aux Télécoms : ainsi des votes à bulletin secret eurent lieu à Masséna, Poncelet, Montsouris, Vaugirard, à chaque fois majoritaires, dans d'autres centres, le nombre des grévistes (minoritaires au départ) augmentait chaque jour... Et si le chiffre des grévistes est somme toute assez modeste (entre 400 et 450 le jeudi 24), la raison essentielle en est la petite taille des centres télécoms (il y en a une centaine sur Paris ville, de 20 à 100 à 200 agents en moyenne).

Autre signe de la profondeur du mouvement : l'activité des grévistes. Ceux-ci passaient leurs journées à faire le tour des autres centres pour amplifier la grève, téléphonaient en province, etc. Le fait que 150 personnes furent présentes aux deux réunions de la coordination veut dire que dans certains centres, c'est plus de la moitié des grévistes qui étaient présents pour diriger eux-mêmes leur action !

3) Reste maintenant à comprendre pourquoi le mouvement n'a pu aller plus loin. Pour cela, il faut revenir sur ce que nous venons d'analyser : il n'était pas évident de partir avant même le dépôt officiel du projet de loi, le "bon sens" semblant conseiller d'attendre...

S'il était juste de partir à ce moment-là, la stratégie de Longuet étant de faire pourrir la situation



en laissant s'insinuer l'idée que la déréglementation était inéluctable... cela demandait un certain "niveau de conscience".

Cette volonté existait sur Paris, mais ne pouvait résister à un cassage délibéré de la grève par les fédérations syndicales.

Ce fut là la sale besogne de la fédération CGT. Dans tous les centres des permanents étaient là, tous les matins ; une anecdote : n'en ayant pas assez sur les Télécoms Paris, des responsables fédéraux sont venus à la rescousse ! Avec une ligne : ne rien faire et subordonner toute grève à un accord en bonne et due forme entre les trois fédérations CGT, CFDT et FO.

Si on imagine la surprise des sections locales CGT, habituées à une ligne plus "combative", le mal fut fait, et nombre d'A.G. ainsi cassées ! La CGT en paiera le prix : ainsi le 1er octobre il n'y eut que 7 % de grévistes sur les deux DOT de Paris, soit un score équivalent au score national PTT, alors que depuis un ou deux ans les chiffres sont près du double. Mais elle évitera ainsi de voir se développer un mouvement qui risquait de lui échapper.

En conclusion une première expérience qui laissera des traces : ce sont des dizaines de numéros de téléphones qui furent échangés, et pour plusieurs centaines de travailleurs une expérience qu'ils n'oublieront pas.

syndicale. A la différence de la Fédération CFDT dont une fois de plus le style armée mexicaine (des généraux sans troupes sur leur ligne) s'est affirmée, la Fédération CGT a eu cette fois des militants pour relayer sa politique. Nous pouvons prendre comme exemple ce qui s'est déroulé au centre de Tri de Créteil où la section CFDT proposait de rejoindre dans l'action les centres Télécoms et donc d'engager une grève reconductible. La section CGT argumenta de fait contre la grève. Il est intéressant de reproduire les arguments CGT : 1er) seule la CGT se bat ; 2) c'est un problème national, les fédérations doivent décider de l'action ; 3) ce mouvement est décidé par la Région Parisienne CFDT et sa fédération n'est pas d'accord ; 4) nous sommes contre les coordinations, seuls les syndicats sont représentatifs ; 5) nous sommes pour les grèves majoritaires aussi nous allons faire une consultation à bulletin secret ! Outre ce dernier point, véritable gag, une organisation propose la grève, c'est l'autre organisation (sans donner de consigne !) qui consulte à bulletin secret (du jamais vu !), chacun (e) voit bien que ce genre d'intervention répétée ne va pas dans le sens de la mobilisation. Pourtant ces votes exprimèrent une combativité significative. Ces quelques jours auront permis un saut qualitatif dans la prise de conscience et dans la construction de la mobilisation.

## ET DANS LES CENTRES DE TRI ?

Plusieurs centres Télécoms en grève reconductible et la question de l'extension se posait à l'ensemble des PTT. Les centres de Tri occupent toujours une place particulière dans la Poste (concentration de personnel, tradition de lutte, lieu stratégique) ; aussi les regards se tournèrent vers eux.

Après l'annonce du projet et les explications fournies, une grande inquiétude régna. Inquiétude donc, mais mêlée à l'attentisme ; le personnel ne voyant pas très bien en quoi la déréglementation allait le concerner directement. La compréhension des menaces donnait la possibilité d'une mobilisation immédiate. Mais contrairement à 1983, il n'y avait pas volonté d'entrer en lutte immédiatement y com-

pris contre les fédérations syndicales. La possibilité de grève était bien réelle, mais la question des garanties pesait de tout son poids pour l'entrée dans l'action. Ces garanties demandées étaient l'unité d'action des organisations syndicales ou alors une grève très forte dans les Télécoms capable de lever les hésitations. Si la grève n'a pas démarré, nous trouvons là les explications : inquiétudes mais pas volonté d'entrer immédiatement en grève, refus d'unité d'action de la part des fédérations syndicales, grève Télécoms insuffisante pour jouer un rôle moteur. Mais une mobilisation réelle existait pour débiter une grève si les fédérations syndicales avaient joué leur rôle d'organisation

## LES FEDERATIONS SYNDICALES

### CONTRE LA COORDINATION

La même semaine où toutes les organisations syndicales étaient reçues par Longuet, les travailleurs des Télécoms d'une dizaine de centres de la région parisienne répondaient à l'appel de la coordination.

Déployant une intense énergie, ils firent le tour

des centres, multipliant les prises de paroles et les assemblées. Avec des moyens souvent artisanaux l'appel de la coordination à entrer dans la lutte fut reproduit mille et mille fois, passant de main en main dans pratiquement tous les centres des Télécoms et dans de nombreux établissements postaux.

Mais ceux qui s'attelèrent à cette tâche eurent à faire face à de multiples obstacles : les ravages de la division, bien sûr, qui démobilisèrent nombre de travailleurs, mais aussi le poids des appareils syndicaux qui utilisèrent, dès le départ, tous les moyens pour casser la grève et calomnier la coordination.

*Les Fédération C.F.D.T.-P.T.T. va jusqu'à créer de toutes pièces de prétendues coordinations dans le but, tout à la fois de lui éviter d'avoir à répondre à l'exigence d'unité d'action du personnel et de jouer les boute-feux pour des actions minoritaires destinées à enrayer la mobilisation de masse.*

**LOIN DES MANOEUVRES DE DIVISION ET DE DEMOBILISATION  
LE PERSONNEL EST UNI POUR DEFENDRE SON STATUT, LE SERVICE PUBLIC**

Extrait d'un tract CGT présentant la coordination comme une manipulation de la CFDT !

Ainsi dans de nombreux centres, des responsables CGT multipliaient les invectives contre la coordination -"manipulée par la CFDT" selon eux-, faisant le tour des services pour annoncer que "la CGT était pour la lutte, mais que ce n'était pas à telle section ou à tel militant CFDT qu'il appartenait de vouloir déclencher un mouvement de grève". Il faut un appel

unitaire des trois fédérations CGT, CFDT et FO affirmaient imperturbables certains militants CGT qui se gardaient bien, par ailleurs, de chercher à entamer un quelconque processus unitaire sur le plan local. "C'est un mouvement ultra-minoritaire clamaient-ils partout, en agitant les pourcentages de grévistes pour décourager nombre de travailleurs.

Constatons au passage que ce mouvement minoritaire, -la coordination ne l'a jamais caché- a su causer une belle frousse aux états-majors syndicaux...

Quand on voit les moyens mis en place pour discréditer un mouvement minoritaire, on peut se demander quelles méthodes ils auraient employées si le mouvement avait été plus massif !

PARIS, 23 sept (AFP) -

- PTT: la CFDT contre les "actions inconsidérées d'un seul service"

La fédération CFDT des PTT condamne dans un communiqué les grèves lancées par le CGT dans les télécommunications, auxquelles participent certains syndicats locaux CFDT, notamment à Paris.

Elle indique avoir reçu une lettre du ministre des PTT, M. Gérard Longuet affirmant que, pour la modification du statut des télécommunications qui est envisagée, "la situation n'est pas mûre pour engager une procédure législative", ce que la CFDT considère comme "un recul certain".

Cependant, M. Longuet estime nécessaire de "maintenir le débat et changer les mentalités". Pour la CFDT, "face à cette attitude bernicienne, il ne faut pas de tomber dans le panneau et d'engager des actions inconsidérées dans un seul service, un seul département, une seule branche, qui conforteraient la stratégie" du ministre.

Elle "condamne par avance toute tentative de constitution de coordination utilisant le sigle CFDT" et "prépare activement la grève du 15 octobre organisée par divers syndicats de fonctionnaires, pour s'opposer au démantèlement des services publics, défendre et améliorer l'emploi et le statut du personnel".

Nous reproduisons ci-dessus le communiqué de presse de la fédération CFDT condamnant la coordination.

Les dirigeants de la Fédération CFDT qui ne voulaient pas être en reste ont, dès le 23 septembre, envoyé un communiqué de presse à l'AFP (voir encadré), condamnant toute "tentative de coordination" tandis que le répondeur téléphonique de cette même fédération multipliait les appels au calme à ses militants, les mettant en garde contre "tout mouvement inconsidéré".

Rappelons que cette attitude est d'autant plus scélérate que le syndicat CFDT des Télécoms Paris appelait à la grève et soutenait la coordination.

Mais peut-on s'interroger : pourquoi une telle hargne contre cette coordination qui affirme n'avoir mobilisé que quelques centres et non-majoritairement ?

La réponse est simple. Les fédérations syndicales n'entendent pas voir se développer des formes d'auto-organisations, comités ou coordinations, permettant aux travailleurs de prendre en charge eux-mêmes leurs luttes.

Il n'empêche que l'idée de prendre en main la conduite de sa propre lutte est une idée qui fait son chemin chez les postiers.

## IL Y VINGT ANS, CHE GUEVARA TOMBAIT

Soirée d'hommage organisée par *Rouge*

Mercredi 21 octobre, 20 h à la Mutualité

(24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, m° Maubert-Mutualité)

avec : Raul Sendic (fondateur des Tupamaros), Jean Ziegler,  
François Maspero, Jeannette Habel

Réservez votre soirée !



## 1977-1987 : DIXIEME ANNIVERSAIRE !

Le samedi 10 octobre, de 18 heures à l'aube  
Les « Cahiers du féminisme » sont en fête  
au Forum de Grenelle, 5, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris (m° Cambronne)

De 18 h à 22 h, films et débats. De 22 h à l'aube, une fête d'enfer avec :

Certains l'aiment chaud (groupe féminin de jazz New Orléans)  
Gaminogames et Ado y sus ballenatos  
Bal, buvette, restaurant

Demandez les billets (50 F) aux militantes et militants de la LCR  
ou en écrivant à PEC-Cahiers du féminisme, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

# ROUGE

## Annonce la couleur

- Le complément indispensable de votre information.
- Un journal qui parle de ceux que la grande presse ignore ou méprise.
- Des échos des luttes, des reportages, des débats, un point de vue sur l'actualité internationale et culturelle.

**Achetez, lisez, diffusez**  
**Rouge**  
**Mieux, abonnez-vous !**

## BIENTOT DU NOUVEAU DANS « ROUGE »

Voici quelques mois, confronté à de graves menaces financières, *Rouge* diminuait sa pagination. Mais son équipe de rédaction n'entendait nullement réduire ses ambitions.

Vous fournir chaque semaine un journal de qualité, malgré nos faibles moyens matériels : telle demeure notre volonté.

Contribuer à votre information en abordant des sujets que la grande presse méprise ou délaisse, être un instrument de combat au service d'une perspective de changement radical du vieil ordre des choses, publier des correspondances de toute la France ou des quatre coins de la planète, permettre le débat entre les composantes les plus diverses du mouvement ouvrier : voilà notre projet.

Le numéro de cette semaine vous en dira davantage que tous les discours. Dans quel autre organe de presse trouverez-vous à la fois un compte-rendu détaillé des conflits dans les postes ou à la Thomson, un retour sur la situation des femmes et du mouvement féministe en 1987, le point sur la campagne présidentielle dans laquelle s'est engagée la LCR, des interviews de Bernard Langlois, Michel Naudy ou Pierre-André Albertini ?

Pour vous dire toujours plus, malgré les contraintes de notre pagination, *Rouge* procédera, prochainement, à son lifting d'automne. Une maquette renouée, une « une » totalement reconstruite, des rubriques et des signatures nouvelles : c'est ce que vous trouverez le 8 octobre, en vous rendant à votre kiosque habituel ou en achetant votre journal au diffuseur connu de vous.

Avec toutes ces nouveautés s'engage une vaste campagne de promotion et de diffusion de *Rouge*. Pour que notre hebdomadaire soit l'arme efficace que tous attendent dans la campagne électorale, nous allons réorganiser notre grille de diffusion NMPP. Partout, diffuseur et militants vont s'efforcer de placer le journal auprès de nouveaux lecteurs, de gagner de nouveaux abonnés. Dans toute la France, les meetings organisés autour de la tournée d'Alain Krivine ou des initiatives spécifiques seront l'occasion d'appeler ceux qui sympathisent avec nos idées, à nous aider à faire connaître notre presse.

Et pour vous récompenser de l'effort que vous allez consentir, la rédaction vous prépare un certain nombre de surprises. La première, vous la découvrirez le 15 octobre, avec un numéro spécial « Che Guevara ».

### ABONNEMENT

#### 1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)

3 mois : 200 F

6 mois : 400 F

1 an : 800 F

France  
DOM-TOM

Etranger

#### 2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR

1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste

450 F

500 F

#### 3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE

160 F

#### 4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an

150 F

170 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Formule choisie .....

Règlement à l'ordre de la PEC,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.  
☎ 48 59 00 80



## AVEC MEXANDEAU : L'AVENIR N'EST PAS ROSE

Dans "Réseaux", bulletin du Groupe Socialiste Réseaux de Communication et Filière électronique, Louis Mexandeau affirme son opposition au projet Longuet et demande son retrait. Un encart "Réunions" rend compte des activités des Groupes socialistes d'entreprise. Après la constatation de l'exigence de rester dans le statut de la Fonction Publique vient une phrase lourde de menaces. Il est écrit: "La volonté de préserver l'unité de la Poste et des Télécommunications est également très forte, cette position n'excluant pas la perspective d'une adapta-

tion des structures le moment venu.". Que penser de cette phrase sinon que, pour le moins, des modifications importantes sont prévisibles : scission Poste-Télécom, changement de statut pour les PTT...

La position du Parti Socialiste apparaît comme une volonté d'adaptation dans le cadre de la construction de l'Europe. Cette politique de créneau dans un environnement capitaliste ne pourra qu'amener des restructurations, des dérèglementations et une mise à niveau vers le bas des garanties et des droits des personnels.



### ABONNEZ VOUS, FAITES DES ABONNEMENTS

#### A LA LETTRE ROUGE

30 Francs pour l'année  
( 10 numéros )

#### Adresse:

Secteur PTT de la LCR  
9 rue de Tunis  
75 011 PARIS

Chèques à l'ordre de Mr DANIEL



NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

ENTREPRISE.....